

505LA106 17

4111

(1938-1939)

Recrutement des fonctionnaires et agents des services concédés

- Limitation -

Décret du 10.12.38	(J.O. 11.12.38)
Décret du 24. 1.39	(J.O. 26. 1.39)
Décret 20. 3.39	(J.O. 21. 3.39)
D.L. 26. 9.39	(J.O. 29. 9.39)

Recrutement

-

Limitation

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Décret relatif à la limitation du recrutement des fonctionnaires.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,

Vu le décret du 12 novembre 1938, relatif à la réorganisation administrative et notamment les articles 5, complété par l'article 61 de la loi de finances du 31 décembre 1938; 6 et 7, relatifs à la limitation de recrutement des fonctionnaires et prévoyant des dérogations exceptionnelles aux mesures de limitation de recrutement;

Vu les décrets des 10 décembre 1938, 24 janvier 1939 et 26 mars 1939, relatifs à la limitation du recrutement des fonctionnaires;

Vu la loi du 19 mars 1939, tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Tout recrutement de personnel, sous quelque forme que ce soit, dans les administrations, services et établissements publics de l'Etat est, à compter de la publication du présent décret, subordonné à l'avis conforme du contrôleur des dépenses engagées près le département ministériel intéressé.

Pendant la même période, le recrutement de personnel dans les administrations des départements, des communes de plus de 20.000 habitants visées par l'article 8 du décret du 20 mars 1939 sur la limitation du recrutement des fonctionnaires et des établissements publics relevant de l'une de ces collectivités est subordonné à l'autorisation préalable du préfet, sur l'avis conforme du trésorier-payeur général.

Art. 2. — Est suspendue, l'application des dispositions du décret du 10 décembre

1938, complétées par celles du décret du 24 janvier 1939 et des dispositions du décret du 20 mars 1939, relatives au recrutement du personnel des administrations, services, offices, établissements et régies de l'Etat, compagnies de navigation maritimes et aériennes subventionnées, départements, communes, services concédés en régie ou affermés et établissements publics de ces collectivités.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et tous les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 26 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre et des affaires étrangères,
ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Lois et décrets (n. 4330)

Présidence du Conseil

Rectificatif

Limitation du recrutement des fonctionnaires.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 mars 1939: page 3679, 3^e colonne, article 4, 7^e ligne, au lieu de: « tableau 3 », lire: « tableau B ».

Page 3680, 1^{re} colonne, article 8, alinéa 3, au lieu de: « 6 p. 100 », lire: « 6 pour 1.000 »; alinéa 7, au lieu de: « 12 p. 100 », lire: « 12 pour 1.000 »; 2^e colonne, 1^o, alinéa 3, au lieu de: « 5 p. 100 », lire: « 5 pour 1.000 »; 2^e colonne, article 10, 3^e ligne, au lieu de: « concerne », lire: « concernent »; article 17, 10^e ligne, au lieu de: « il restait devoir », lire: « ils restaient devoir ».

MINISTÈRE DES FINANCES

Limitation du recrutement des fonctionnaires.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 24 janvier 1939.

Monsieur le Président,

Le décret du 10 décembre 1938 relatif à la limitation du recrutement des fonctionnaires a interdit toute création d'emploi nouveau dans les cadres des organismes et collectivités qu'il énumère. Poursuivant l'élaboration du programme imposé par l'article 6 du décret du 12 novembre 1938, le comité de réorganisation administrative a estimé qu'une nouvelle mesure d'ordre général devait dès à présent être prise dans le même sens. Il a proposé que soient laissés vacants les emplois qui sont inoccupés depuis une date antérieure au 1^{er} juillet 1938. On est fondé, en effet, à présumer que ces emplois n'offrent pas une utilité certaine ou que, tout au moins, les services qui les tiennent inoccupés depuis une date aussi éloignée sont en mesure de fonctionner avec des effectifs réels déterminés en fonction de cette situation.

Les emplois auxquels se rapporte le présent projet de décret sont considérés non quant à leur affectation à une résidence ou à un poste déterminé, mais quant à l'ensemble de la catégorie à laquelle ils appartiennent. De la sorte, la mesure proposée ne s'opposera pas à ce que, dans la limite du nombre de ceux qui sont effectivement occupés, les emplois soient répartis au mieux des besoins des administrations. De plus, pour atténuer la trop grande rigidité que pourrait, dans certains cas, présenter la nouvelle règle, à la date du 1^{er} juillet 1938 sera substituée celle du 1^{er} janvier 1938 pour les services se recrutant par voie de concours et dans lesquels ce concours a eu lieu, en 1938, avant le 1^{er} juillet.

Le présent projet constituant un complément du décret du 10 décembre 1938, ses dispositions seront assorties des sanctions que ce dernier texte a édictées et les obligations qu'il a imposées aux comptables publics joueront *de plano* pour leur application.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre agrément en vous demandant, si vous en approuvez la teneur, de vouloir bien le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le vice-président du conseil, chargé de la coordination des services à la présidence du conseil,

CAMILLE CHAUMET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre de l'économie nationale,

RAYMOND PATENÔTRE.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine marchande,

LOUIS DE CHAPPEDELAINE.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'éducation nationale,

JEAN ZAY.

Le ministre de l'agriculture,

HENRI QUEUILLE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,

JULES JULIEN.

Le ministre des travaux publics,

A. DE MONZIE.

Le ministre du travail,

CHARLES POMARET.

Le ministre de la santé publique,

MARC RUCART.

Le ministre des anciens combattants et pensionnés,

CHAMPETIER DE RIBES.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Vu le décret du 10 décembre 1938 relatif à la limitation du recrutement des fonctionnaires,

Décète:

Art. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article 1^{er} du décret susvisé du 10 décembre 1938, relatif à la limitation du recrutement des fonctionnaires, est complété par la disposition suivante:

« Sont également interdites, dans les cadres des mêmes administrations, services, offices, collectivités, établissements, régies et sociétés, les nominations aux emplois laissés vacants depuis une date antérieure au 1^{er} juillet 1938. Dans le cas où il est pourvu aux vacances d'emplois par voie de concours, la date du 1^{er} juillet 1938 est reportée au 1^{er} janvier 1938, si le concours a eu lieu, en 1938, avant le 1^{er} juillet ».

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des finances et les ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 24 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le vice-président du conseil, chargé de la coordination des services à la présidence du conseil,

CAMILLE CHAUMET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre de l'économie nationale,

RAYMOND PATENÔTRE.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine marchande,

LOUIS DE CHAPPEDELAINE.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'éducation nationale,

JEAN ZAY.

Le ministre de l'agriculture,

HENRI QUEUILLE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,

JULES JULIEN.

Le ministre des travaux publics,

A. DE MONZIE.

Le ministre du travail,

CHARLES POMARET.

Le ministre de la santé publique,

MARC RUCART.

Le ministre des anciens combattants et pensionnés,

CHAMPETIER DE RIBES.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du vice-président du conseil, chargé de la coordination des services à la présidence du conseil, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie nationale, du ministre des affaires étrangères, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre de la marine marchande, du ministre du commerce, du ministre de l'éducation nationale, du ministre de l'agriculture, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre des travaux publics, du ministre du travail, du ministre de la santé publique, du ministre des anciens combattants et pensionnés et du ministre des colonies,

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à la réorganisation administrative, et notamment les articles 6 et 7, relatifs à la limitation du recrutement, et l'article 8, prévoyant des dérogations exceptionnelles aux mesures de limitation;

LOIS ET DECRETS (p. 13926)

PRESIDENCE DU CONSEIL

DECRET relatif à la limitation du recrutement des fonctionnaires

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Limitation du recrutement
des fonctionnaires.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 10 décembre 1938.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la réorganisation administrative prévoit en son article 6 que, « dans un délai de trois mois à dater de sa constitution, le comité de réorganisation administrative devra établir un programme de limitation du recrutement des fonctionnaires, agents, ouvriers ou employés titulaires ou auxiliaires des administrations, services, offices et établissements de l'Etat.

« Ce programme de limitation devra s'appliquer aux départements, communes, établissements publics, services concédés de l'Etat et des collectivités publiques, aux régies et aux compagnies de navigation maritimes ou aériennes subventionnées. Ce programme devra s'étendre sur une durée de trois ans ».

Etant donné le court délai dont il dispose pour cette partie de la mission qui lui est confiée, le comité a engagé immédiatement l'enquête nécessaire à la réalisation du programme de limitation ainsi visé. Il a, à cet effet, adressé aux divers départements ministériels et collectivités intéressées un questionnaire; il compte, d'autre part, désigner le plus rapidement possible des rapporteurs qui pourront compléter sur place l'étude et assurer le contrôle des renseignements fournis par les diverses administrations et collectivités.

Toutefois, il est certain que cette enquête ne pourra guère être terminée avant l'expiration du délai de trois mois fixé par le décret. Aussi, le comité, subordonnant sa décision sur une véritable limitation du recrutement aux résultats de l'étude en cours, s'est-il préoccupé de proposer une mesure immédiate qui consiste à interdire pendant la durée de cette enquête toute création d'emploi dans les diverses administrations et collectivités visées par le décret-loi précité.

La suspension des créations d'emploi s'accompagne de l'interdiction d'apporter aucune réduction à la durée actuelle du travail dans les collectivités et établissements visés par le décret, du moins jusqu'à la revision obligatoire qui est prévue à l'article 12 du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la durée du travail. Une telle réduction aurait, en effet, pour conséquence inévitable une augmentation des besoins en effectifs, ce qui rendrait par suite inopérante l'interdiction qui résulte de l'article 1^{er}.

Il y a lieu de rappeler que l'article 8 du décret-loi relatif à la réorganisation administrative prévoit la possibilité de dérogations exceptionnelles au programme de limitation du recrutement. Cette disposition, qui pourra être, nécessaire notamment en ce qui concerne les ministères de la défense nationale, s'applique aux mesures aujourd'hui proposées.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre agrément en vous demandant, si vous en approuvez la teneur, de vouloir bien le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le vice-président du conseil, chargé
de la coordination des services
à la présidence du conseil,*

CAMILLE CHAUTEMPS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre de l'économie nationale,

RAYMOND PATENÔTRE.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMÈRE.

Le ministre de la marine marchande,

LOUIS DE CHAPPEDÉLAINE.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN ZAY.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre des postes,
télégraphes et téléphones,
JULES JULIEN.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le ministre du travail,
CHARLES POMARET.

Le ministre de la santé publique,
MARC RUCART.

Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,
CHAMPETIER DE RIBES.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la
guerre, du vice-président du conseil,
chargé de la coordination des services à
la présidence du conseil, du garde des
sceaux, ministre de la justice, du minis-
tre des finances, du ministre de l'intérieur,
du ministre de l'économie nationale, du
ministre des affaires étrangères, du minis-
tre de la marine, du ministre de l'air, du
ministre de la marine marchande, du mi-
nistre du commerce, du ministre de l'édu-
cation nationale, du ministre de l'agricul-
ture, du ministre des postes, télégraphes
et téléphones, du ministre des travaux pu-
blics, du ministre du travail, du ministre
de la santé publique, du ministre des an-
ciens combattants et pensionnés et du
ministre des colonies,

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif
à la réorganisation administrative, et no-
tamment les articles 6 et 7 relatifs à la
limitation du recrutement et l'article 8 pré-
voyant des dérogations exceptionnelles aux
mesures de limitation,

Décète :

Art. 1^{er}. — En attendant la mise en
vigueur du programme de limitation du
recrutement prévu par l'article 6 du décret-
loi du 12 novembre 1938 relatif à la réor-
ganisation administrative, est interdite,
dès maintenant, toute création d'emploi
nouveau dans les cadres des administra-
tions, services, offices, établissements et
régies de l'Etat. Cette interdiction s'étend
aux départements, communes de plus de
5.000 habitants, régies et établissements
publics de ces collectivités, ainsi qu'aux
services concédés qui font appel au con-
cours financier d'une collectivité publique
et aux compagnies de navigation maritime
ou aérienne subventionnées.

Il ne peut être procédé à des nomina-
tions d'auxiliaires, dans les diverses admi-
nistrations, services, offices, établisse-
ments, régies et sociétés ci-dessus énumé-
rés que dans la limite des effectifs exis-
tant à la date de la publication du pré-
sent décret.

Art. 2. — Les nominations intervenues
en violation des dispositions qui précèdent
seront nulles et non avenues. Les divers
comptables publics intéressés devront,
sous leur responsabilité, refuser tous paye-
ments afférents aux dépenses qui en se-
raient la conséquence.

En ce qui concerne les services concédés
et les compagnies de navigation maritime
ou aérienne subventionnées, les subven-
tions ou le concours financier dont ils bé-
néficient seront réduits à due concu-
rence.

Art. 3. — Jusqu'à la publication des dé-
crets prévus à l'alinéa 2 de l'article 12
du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif
à la durée du travail, il ne pourra être
apporté aucune réduction à la durée ac-
tuelle du travail dans les diverses adminis-
trations, services, offices, établissements,
régies et sociétés énumérés à l'article 1^{er}
du présent décret.

Art. 4. — Le président du conseil, minis-
tre de la défense nationale et de la guerre,
le ministre des finances et les ministres

intéressés sont chargés, chacun en ce qui
le concerne, de l'exécution du présent dé-
cret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 10 décembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le vice-président du conseil, chargé
de la coordination des services à
la présidence du conseil,
CAMILLE CHAUTEMPS.

Le garde des sceaux, ministre
de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT SARRAUT.

Le ministre de l'économie nationale,
RAYMOND PATENÔTRE.

Le ministre des affaires étrangères,
GEORGES BONNET.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine marchande,
LOUIS DE CHATPELAIN.

Le ministre du commerce,
FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN ZAY.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,
JULES JULIEN.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le ministre du travail,
CHARLES POMARET.

Le ministre de la santé publique,
MARC RUCART.

Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,
CHAMPETIER DE RIBES.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

(Page 13926)

LOIS ET DECRETS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Limitation du recrutement
des fonctionnaires.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 10 décembre 1938.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la réorganisation administrative prévoit en son article 6 que, « dans un délai de trois mois à dater de sa constitution, le comité de réorganisation administrative devra établir un programme de limitation du recrutement des fonctionnaires, agents, ouvriers ou employés titulaires ou auxiliaires des administrations, services, offices et établissements de l'Etat.

« Ce programme de limitation devra s'appliquer aux départements, communes, établissements publics, services concédés de l'Etat et des collectivités publiques, aux régies et aux compagnies de navigation maritimes ou aériennes subventionnées. Ce programme devra s'étendre sur une durée de trois ans ».

Etant donné le court délai dont il dispose pour cette partie de la mission qui lui est confiée, le comité a engagé immédiatement l'enquête nécessaire à la réalisation du programme de limitation ainsi visé. Il a, à cet effet, adressé aux divers départements ministériels et collectivités intéressées un questionnaire; il compte, d'autre part, désigner le plus rapidement possible des rapporteurs qui pourront compléter sur place l'étude et assurer le contrôle des renseignements fournis par les diverses administrations et collectivités.

Toutefois, il est certain que cette enquête ne pourra guère être terminée avant l'expiration du délai de trois mois fixé par le décret. Aussi, le comité, subordonnant sa décision sur une véritable limitation du recrutement aux résultats de l'étude en cours, s'est-il préoccupé de proposer une mesure immédiate qui consiste à interdire pendant la durée de cette enquête toute création d'emploi dans les diverses administrations et collectivités visées par le décret-loi précité.

La suspension des créations d'emploi s'accompagne de l'interdiction d'apporter aucune réduction à la durée actuelle du travail dans les collectivités et établissements visés par le décret, du moins jusqu'à la révision obligatoire qui est prévue à l'article 12 du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la durée du travail. Une telle réduction aurait, en effet, pour conséquence inévitable une augmentation des besoins en effectifs, ce qui rendrait par suite inopérante l'interdiction qui résulte de l'article 1^{er}.

Il y a lieu de rappeler que l'article 8 du décret-loi relatif à la réorganisation administrative prévoit la possibilité de dérogations exceptionnelles au programme de limitation du recrutement. Cette disposition, qui pourra être nécessaire notamment en ce qui concerne les ministères de la défense nationale, s'applique aux mesures aujourd'hui proposées.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre agrément en vous demandant, si vous en approuvez la teneur, de vouloir bien le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le vice-président du conseil, chargé
de la coordination des services
à la présidence du conseil,

CAMILLE CHAUTEMPS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre de l'économie nationale,

RAYMOND PATENÔTRE.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine marchande,

LOUIS DE CHAPPELAIN.

Le ministre du commerce,

FERNAND CESTIN.

Le ministre de l'éducation nationale,

JEAN ZAY.

Le ministre de l'agriculture,

HENRI QUEUILLE.

Le ministre des postes,
télégraphes et téléphones,

JULES JULIEN.

Le ministre des travaux publics,

A. DE MONZIE.

Le ministre du travail,

CHARLES POMARET.

Le ministre de la santé publique,

MARC RUCART.

Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,

CHAMPETIER DE RIBES.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du vice-président du conseil, chargé de la coordination des services à la présidence du conseil, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie nationale, du ministre des affaires étrangères, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre de la marine marchande, du ministre du commerce, du ministre de l'éducation nationale, du ministre de l'agriculture, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre des travaux publics, du ministre du travail, du ministre de la santé publique, du ministre des anciens combattants et pensionnés et du ministre des colonies,

Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif à la réorganisation administrative, et notamment les articles 6 et 7 relatifs à la limitation du recrutement et l'article 8 prévoyant des dérogations exceptionnelles aux mesures de limitation,

Décète:

Art. 1^{er}. — En attendant la mise en vigueur du programme de limitation du recrutement prévu par l'article 6 du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la réorganisation administrative, est interdite, dès maintenant, toute création d'emploi nouveau dans les cadres des administrations, services, offices, établissements et régies de l'Etat. Cette interdiction s'étend aux départements, communes de plus de 5.000 habitants, régies et établissements publics de ces collectivités, ainsi qu'aux services concédés qui font appel au concours financier d'une collectivité publique et aux compagnies de navigation maritime ou aérienne subventionnées.

Il ne peut être procédé à des nominations d'auxiliaires, dans les diverses administrations, services, offices, établissements, régies et sociétés ci-dessus énumérés que dans la limite des effectifs existant à la date de la publication du présent décret.

Art. 2. — Les nominations intervenues en violation des dispositions qui précèdent seront nulles et non avenues. Les divers comptables publics intéressés devront, sous leur responsabilité, refuser tous paiements afférents aux dépenses qui en seraient la conséquence.

En ce qui concerne les services concédés et les compagnies de navigation maritime ou aérienne subventionnées, les subventions ou le concours financier dont ils bénéficient seront réduits à due concurrence.

Art. 3. — Jusqu'à la publication des décrets prévus à l'alinéa 2 de l'article 12 du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la durée du travail, il ne pourra être apporté aucune réduction à la durée actuelle du travail dans les diverses administrations, services, offices, établissements, régies et sociétés énumérés à l'article 1^{er} du présent décret.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des finances et les ministres

intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 10 décembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le vice-président du conseil, chargé
de la coordination des services à
la présidence du conseil,
CAMILLE CHAUTEMPS.

Le garde des sceaux, ministre
de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT SARRAUT.

Le ministre de l'économie nationale,
RAYMOND PATENÔTRE.

Le ministre des affaires étrangères,
GEORGES BONNET.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.

Le ministre de la marine marchande,
LOUIS DE CHAPPEDELAINE.

Le ministre du commerce,
FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN ZAY.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,
JULES JULIEN.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le ministre du travail,
CHARLES POMARET.

Le ministre de la santé publique,
MARC RUCART.

Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,
CHAMPETIER DE RIBES.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.